**Modèle d’arrêté**

***D’attribution d’un congé pour l’arrivée d’un enfant placé en vue de son adoption à un agent contractuel***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20… -** *(n° d’ordre)*

**Portant attribution d’un congé pour l’arrivée d’un enfant**

**placé en vue de son adoption**

**à** *Madame ou Monsieur*…*(prénom et NOM de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article …[[1]](#footnote-1),

Vu le Code de l’action sociale et des familles, notamment ses articles L.225-2 et L.225-17,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.631-1, L.631-7 et L.714-6,

Vu le Code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.161-6 et L.331-7,

Vu le Code du travail, notamment ses articles L.3142-4 et D.3142-1-3,

**Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,**

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment ses articles 10, 12 et 13,

Vu le décret n° 2021-846 du 29 juin 2021 relatif aux congés de maternité et liés aux charges parentales dans la fonction publique territoriale,

Vu le contrat conclu par l’agent le … *(date),*

Vu le document attestant que l’agent s’est vu confier par … (*le service départemental d'aide sociale à l'enfance ou l'Agence française de l'adoption ou tout autre organisme autorisé pour l'adoption*) et précisant l’arrivée de l’enfant au foyer à la date du …,

Vu la demande écrite de mise en congé pour l’arrivée d’un enfant placé en vue de son adoption en date du …, reçue le … *(date)[[2]](#footnote-2)* présentée par *Monsieur ou Madame* … *(prénom et NOM de l’agent)*, pour un enfant adopté arrivant au foyer le … *(date)*, et prenant effet à compter du … *(date)*, jusqu’au … *(date)* inclus

Considérant que ce congé est de droit,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Monsieur ou Madame* … *(prénom et NOM de l’agent)*, est placé(e) en congé pour l’arrivée d’un enfant placé en vue de son adoption pour une durée de … *(durée)[[3]](#footnote-3)*, à compter du … *(date)[[4]](#footnote-4)*, jusqu’au … *(date)* inclus

OU pour une durée de … *(durée)[[5]](#footnote-5)*, à compter du … *(date)[[6]](#footnote-6)*, et fractionné de la manière suivante : …

**Article 2 :**

Pendant cette période de congé, *Monsieur ou Madame* … *(prénom et NOM de l’agent)* percevra l’intégralité de sa rémunération.

**Article 3 :**

Pendant cette période de congé, *Monsieur ou Madame* … *(prénom et NOM de l’agent)* percevra des indemnités journalières de repos déduites du montant de la rémunération mentionnée à l’article 2 OU pour lesquelles l’employeur sera subrogé à l’agent.

**Article 4 :**

*Le Directeur général des services ou La secrétaire de mairie* est *chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 5 :**

Une ampliation sera adressée au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 7 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

*Cet arrêté n’est pas transmis au Représentant de l’Etat*

1. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité)* [↑](#footnote-ref-1)
2. *La demande adressée en lettre recommandée avec accusé de réception doit être reçue avant le début du congé*  [↑](#footnote-ref-2)
3. *Le congé est de 3 jours maximum consécutif ou fractionné dans une amplitude de 15 jours entourant la date d’arrivée de l’enfant au foyer* [↑](#footnote-ref-3)
4. *Le congé d'adoption débute, au choix du fonctionnaire, le jour de l'arrivée de l'enfant au foyer ou au cours de la période de sept jours consécutifs qui précède son arrivée. ⭬ Article D.3142-1-3 du Code du travail* [↑](#footnote-ref-4)
5. *Le congé est de 3 jours maximum consécutif ou fractionné dans une amplitude de 15 jours entourant la date d’arrivée de l’enfant au foyer* [↑](#footnote-ref-5)
6. *Le congé d'adoption débute, au choix du fonctionnaire, le jour de l'arrivée de l'enfant au foyer ou au cours de la période de sept jours consécutifs qui précède son arrivée. ⭬ Article D.3142-1-3 du Code du travail* [↑](#footnote-ref-6)